

Une croissance au service de l'environnement

Bruno DURIEUX

Une croissance au service de l'environnement

Bruno Durieux

MAI 2021

Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 5

Une croissance au service de l'environnement

Bruno Durieux

p. 13

Questions de la salle

p. 29

Les publications de l'Institut Diderot

p. 45

Avant-propos

Bruno Durieux fut d'abord un professionnel des chiffres. Polytechnicien et diplômé de l'ENSAE (l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique), il a été administrateur de l'INSEE et rédacteur en chef de la revue *Economie et statistiques* ; il est inspecteur des finances et membre de l'Autorité de la statistique publique. C'est aussi un homme politique. Maire de Grignan, dans la Drôme, il fut l'un des conseillers de Raymond Barre, d'abord au ministère du commerce extérieur puis à Matignon, avant de devenir député (UDF) puis ministre (de la santé puis du commerce extérieur, sous les gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy). Il est également sculpteur, en l'occurrence sur métaux. Mais si nous l'avons invité à l'Institut Diderot, c'est parce qu'il a publié récemment un livre quelque peu iconoclaste, dont le titre et le sous-titre résument l'objet : *Contre l'écologisme*, sous-titré *Pour une croissance au service de l'environnement* (Éditions de Fallois, 2019). Cela nous a paru mériter un débat, dont on verra ci-après qu'il fut riche.

La thèse de Bruno Durieux, qu'il énonce d'entrée de jeu, est à la fois simple et forte : la croissance économique, loin d'être incompatible avec la préservation de l'environnement, en est au contraire « la condition nécessaire, quoique non suffisante ». Pourquoi ? Parce que « l'environnement est mieux préservé, mieux défendu, mieux traité lorsqu'on est riche que lorsqu'on est pauvre ». La même croissance, qui commence par dégrader l'environnement, permet aussi, à partir d'un certain niveau de richesse, de le restaurer : c'est ce qu'on appelle la « courbe environnementale de Kuznets », qui est une courbe en U, et ce qu'illustrent de nombreux exemples, aussi bien en Europe qu'en Chine. Non, certes, que cela se fasse tout seul, ni toujours et partout ! Condition nécessaire de la préservation de l'environnement, la croissance, à elle seule, ne saurait y suffire : il y faut aussi une volonté politique, qui est à la charge, comme il convient, des États. Tout libéral qu'il soit, Bruno Durieux est convaincu que « les enjeux climatiques exigent un engagement accru de l'État, tant réglementairement que financièrement ». Mais pas question pour autant de céder quoi que ce soit aux partisans de la décroissance et autres prophètes de malheur, lesquels ne cessent (depuis le fameux rapport du « Club de Rome », en 1972) d'annoncer le pire et d'être régulièrement démentis ! Bruno Durieux constate que ni la catastrophe démographique et alimentaire (ce qu'on appelait dans les années 1960 « la bombe P », comme population), ni l'épuisement des matières premières, qu'on estimait proche dans les années 1970, n'ont eu lieu. C'est l'inverse qui est avéré : on vit mieux et plus longtemps aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, et le prix

réel des matières premières a plutôt tendance, sur le long terme, à baisser ! Bref, souligne notre polytechnicien, les néo-malthusiens du XX^e siècle avaient tort : « la thèse de l'incompatibilité de la croissance et de l'environnement est clairement démentie par l'observation du passé ».

Qu'en conclure quant à l'avenir ? Qu'il faut se méfier des prévisions catastrophistes de ces néo-malthusiens d'aujourd'hui que sont les écologistes, du moins s'ils sont partisans de la décroissance ! Il est clair que « la Terre et ses ressources sont limitées », reconnaît notre conférencier, mais « la créativité humaine » ne l'est pas. Cela change tout ! C'est donc aux chercheurs et aux ingénieurs qu'il faut demander des solutions, non aux technophobes et autres partisans du retour en arrière. Là-dessus on ne peut qu'être d'accord. Pour surmonter les menaces environnementales actuelles ou à venir, nous avons besoin de plus de science et de technique, et non pas de moins !

Cela suffira-t-il ? C'est où le débat s'engage, et il n'est pas près de s'arrêter. Le dérèglement climatique (dont Bruno Durieux ne conteste pas la réalité mais dont l'origine anthropique lui paraît « une conjecture scientifique »), nous pose évidemment de redoutables problèmes, qui supposent qu'on se dirige en effet « vers la décarbonation de l'économie ». Cela passe par une taxation du CO₂ à l'échelle mondiale mais aussi par « la préservation et le développement du nucléaire ». Peut-on, à ces conditions, envisager une croissance continuée, voire indéfinie ? Bruno Durieux le croit et donne des exemples qui

semblent le confirmer. Mais d'autres, dans le débat, n'en continuent pas moins de penser que « notre économie mondialisée repose sur un modèle qui n'est pas soutenable » (pour le dire dans les mots d'Anne-Catherine Husson-Traoré). C'est un débat que l'Institut Diderot n'a pas vocation à trancher, et qu'il rouvrira bientôt (notamment avec l'intervention à venir de Luc Ferry). Mais nous serons tous d'accord avec Bruno Durieux pour refuser les discours réactionnaires ou obscurantistes, qui veulent renoncer aux Lumières, à l'humanisme et au progrès.

J'ajouterai, si l'on m'autorise un mot plus personnel, qu'il est trop facile d'adorer une nature prétendument bonne (alors qu'elle ne se soucie pas plus de nous, ni d'ailleurs d'elle-même, que d'une guigne) et d'accuser l'humanité de tous les maux ! La nature n'est pas Dieu ! L'humanité n'est pas le diable ! La vérité, me semble-t-il, c'est que nous sommes punis par où nous n'avons pas péché. Il était écrit, dans la Bible : « Croissez et multipliez-vous ». C'est ce que nous avons fait : nous voilà 7 milliards et demi, bientôt 9 ou 10 milliards (avant une stabilisation puis une diminution probables). Parce que nous faisons trop d'enfants ? Pas du tout ! On n'en a jamais fait aussi peu ! Mais parce que nos enfants ne meurent plus en bas-âge. Faut-il nous le reprocher ?

Le niveau de vie individuel moyen, qui fut étale pendant des siècles (à l'échelle de la planète, on ne vivait guère mieux sous Louis XIV que sous Jules César), a été multiplié par vingt depuis la Révolution industrielle.

Parce que nous sommes d'incorrigibles et insatiables égoïstes ? Peut-être, pour une part. Mais aussi parce que les parents, pendant des dizaines de générations, ont tout fait pour que leurs enfants vivent mieux qu'eux. Quoi de plus respectable ?

Que la conjonction de ces deux phénomènes (croissance démographique, élévation du niveau de vie, l'une et l'autre sans précédent) soit écologiquement redoutable, j'en demeure persuadé. Il n'en reste pas moins qu'il faudrait tout ignorer de la misère et des famines passées (comme de celles, hélas, qui subsistent de par le monde) pour regretter la formidable croissance économique qui les a rendus possibles. Bref, il importe de refuser, dans ces domaines aussi, les tentations confortables et pernicieuses du « c'était mieux avant ». Qu'on partage ou non le bel optimisme de Bruno Durieux, force est de reconnaître que la solution est devant nous, non derrière. Elle dépend des capacités créatrices de l'humanité, mais aussi de notre propre mobilisation. Méfions-nous du catastrophisme, autant que de l'utopie ! Celui-là, montre Bruno Durieux, est comme le deuil prolongé de celle-ci (« l'écologisme d'aujourd'hui a pris le relais du communisme comme étendard de l'anticapitalisme »), et tout aussi dangereux. La lucidité et le pragmatisme sont plus efficaces ! Le pire n'est pas toujours sûr ; le meilleur, jamais garanti. Pour affronter les problèmes considérables qui sont les nôtres, à commencer par le dérèglement climatique, la raison vaut mieux que la peur ; les sciences, toujours évolutives, mieux que les idéologies ; et la démocratie, qui doit perpétuellement inventer son avenir,

mieux que la nostalgie de quelque passé que ce soit, aussi
niaisement enjolivé qu'il puisse être.

Lisez les historiens, cela vous reposera des collapsologues !
Puis agissons, ensemble, pour que l'histoire – celle de l'hu-
manité, celle notamment de notre civilisation – continue
sans trop de casse. Plutôt que de rêver d'une impossible
« fin de l'Histoire » (comme disait Fukuyama après Hegel
ou Kojève), faisons en sorte qu'elle se prolonge le mieux
possible !

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

Une croissance au service de l'environnement

Je voudrais soutenir, aujourd'hui devant vous, la thèse selon laquelle la croissance est compatible avec l'environnement et qu'elle en est même une condition nécessaire, quoique non suffisante.

Il faut brièvement préciser ce qu'on entend par croissance, ou du moins, en rappeler une caractéristique insuffisamment soulignée. La croissance économique est un concept dont le contenu concret et le processus ne cessent de se transformer. La croissance en 2021 est bien différente de ce qu'elle était en 2000, et plus encore en 1980 ou 1960. Je précise ce point parce que, notamment dans la pensée écologiste dominante, on dénonce la croissance « infinie » comme impossible dans un monde « fini ». Or, dans la mesure où son contenu et son processus de réalisation ne cessent de se transformer, ou sa contribution au bien-être lui-même est changeante, raisonner sur une extrapolation indéfinie de la croissance est dépourvu de sens. La mesure qu'on en fait est le PIB. C'est une évaluation économique-monnaire de la valeur ajoutée liée aux activités de production et de

consommation des biens et services marchands et non marchands. Or, ceux-ci ne cessent d'évoluer d'une période à l'autre. J'ajoute au passage que tout le monde s'accorde pour dire que le PIB mesure imparfaitement le bien-être matériel. Mais jusqu'à présent, on n'a rien trouvé de mieux, et, s'il ne les résume pas, il est clairement corrélé au niveau de vie et au bien-être.

Je ferai d'abord observer en faveur de la thèse que je défends, qu'il existe une corrélation positive entre le niveau de développement, effet de la croissance économique, et la qualité de l'environnement. L'environnement est mieux préservé, mieux défendu, mieux traité lorsqu'on est riche que lorsqu'on est pauvre. Le soin porté à l'environnement exige des moyens financiers, des technologies, des connaissances scientifiques. Les différences de traitement de l'environnement entre pays riches et pays pauvres prouvent que la croissance est favorable à l'environnement. Certains soutiennent au contraire que la croissance ne peut être favorable à l'environnement, puisqu'elle implique l'extraction de ressources naturelles, la surexploitation des sols, la déforestation, la pollution, les déchets, etc. Pourtant, on est bien obligé de constater que les pays avancés bénéficient d'un meilleur environnement que les régions les plus pauvres de l'Afrique, de l'Asie du Sud-Est ou de l'Inde. C'est ce que résumait Indira Gandhi quand elle affirmait qu'*« on ne peut améliorer l'environnement quand règne la misère. »* On objecte à cette observation le fait que les pays riches exporteraient leur pollution vers les pays pauvres. Ça a été en partie vrai, ça l'est de moins en moins.

La relation entre croissance et environnement a été formalisée par ce qu'on appelle la « courbe environnementale de Kuznets », à la suite des travaux de l'économiste Simon Kuznets. Cette courbe est en « U », et illustre le fait que la croissance, dans les premiers stades du développement, dégrade l'environnement, puis qu'au-delà d'un certain seuil de revenu par habitant cette même croissance s'accompagne au contraire d'une amélioration de la qualité de l'environnement. Ceci correspond à une observation de bon sens : plus le niveau de vie d'une population s'élève, plus la demande de bien-être s'accroît, plus l'exigence de qualité de l'environnement s'exprime et s'impose. L'exemple contemporain le plus frappant de ce processus est la Chine. Celle-ci, tout en restant encore très fortement polluée, l'est de moins en moins et la politique environnementale y prend un poids de plus en plus sensible. Bien entendu, il y a un écart entre les apparences et la réalité, le discours et l'action, mais il est quand même clair qu'en Chine émerge une demande sociale pressante pour moins de pollution des sols, de l'eau, de l'air, moins de pollution dans les centres urbains, et que les autorités en tiennent compte sérieusement ; ceci semble assez illustratif de la validité de la courbe environnementale de Kuznets.

Le cas de la Chine donne, d'ailleurs, l'occasion de souligner l'importance de distinguer, ce qu'on ne fait pas assez souvent, entre état de l'environnement à un moment donné et son évolution dans le temps. La situation de la Chine, en matière de pollution, n'est pas bonne. Mais elle s'améliore considérablement. J'ai eu la

chance d'aller périodiquement en Chine depuis trente ans et j'ai pu constater d'indiscutables progrès. La dynamique n'est pas très différente de celles qu'ont connues par exemple le Royaume-Uni et la France dans l'après-guerre. La reconstruction en Europe a été particulièrement polluante : qu'on se rappelle le Grand smog de Londres en 1952 ou la pollution de la Seine d'où les poissons avaient complètement disparu. À partir de la fin des années 1950, la situation s'est progressivement améliorée. Au Royaume-Uni, les premières lois environnementales datent de ce Grand smog ; en France des années 60.

Il est acquis qu'au-delà d'un certain niveau de développement, il existe une liaison positive entre croissance et environnement. Renoncer à la croissance, et, en fait, admettre ou souhaiter la décroissance exposerait à des problèmes sociaux et politiques majeurs qui ne tarderaient pas à supplanter les problèmes environnementaux et à les reléguer. Les questions d'inégalité, de répartition, de condition de vie, d'emploi et de chômage se poseraient beaucoup plus intensément dans une situation de décroissance que de croissance. Le dire est excessivement banal, la décroissance est une situation politiquement et socialement ardue, en fait ingérable en régime de libertés démocratiques. Il faut lire, par exemple un livre publié par les éditions de Sciences Po en 2017, *Gouverner la décroissance*, pour mesurer la singularité de la tâche. Le chaos politique généré par la décroissance ruinerait toute ambition écologique et déboucherait sur un chaos environnemental.

La supposée incompatibilité entre croissance et environnement a produit dans le passé nombre de rapports et de livres à succès qui prophétisaient les effets catastrophiques de la croissance sur la planète. Les faits les ont cruellement démentis.

Un premier exemple : la croissance démographique. La planète ne peut indéfiniment supporter la croissance démographique. Cette idée a été soutenue avec force par Paul Ehrlich en 1968 dans un best-seller mondial, *La Bombe P* (P comme population) dont le sous-titre était « 7 milliards d'hommes en l'an 2000 ». Ehrlich s'appuyait sur les projections des démographes, qui annonçaient que la population mondiale passerait de 3 milliards et demi d'habitants en 1968 à environ 7 milliards en 2000. Le fait est que nous sommes aujourd'hui à environ 7 milliards et demi d'habitants. Cette prévision de doublement de la population a donné lieu à un déferlement de catastrophisme. *La Bombe P* en est le plus illustre exemple. Ehrlich annonçait qu'il sera impossible de nourrir toute cette population : « *la bataille pour nourrir l'humanité,* » disait-il en 1968, « *est perdue. Dans les années 1970, le monde souffrira de famine dramatique, des centaines de millions de personnes mourront de faim et à ce drame humain s'ajouteront des pollutions monstrueuses, des migrations incontrôlées et des conflits absolument inévitables.* »

Que s'est-il passé, en réalité? Exactement le contraire. La population mondiale a bien doublé, mais elle est globalement mieux nourrie, en quantité et en qualité,

et vit plus longtemps, avec une espérance de vie qui a augmenté de près de vingt ans. De plus, cette explosion démographique s'est accompagnée dans le même temps d'une réduction du nombre moyen d'enfants par femme, ce que personne n'attendait. Il est passé de 4,7 en 1970 à 2,5 aujourd'hui, ce qui est considérable quand on connaît l'inertie des phénomènes démographiques.

Les problèmes soulevés par l'explosion démographique étaient anticipées par tout le monde. Mais, contrairement aux alarmistes de l'époque, les savants, les universitaires, les ingénieurs, les responsables politiques avaient bien vu que la réponse n'était pas dans un néomalthusianisme résigné mais dans la mobilisation de la science et des technologies. Ce fut la « Révolution verte » : un ensemble d'innovations qui permirent de perfectionner la sélection des variétés, de mieux protéger les cultures contre les maladies et les ravageurs, d'améliorer la fertilisation des sols et, ainsi, de décupler les rendements. Il y aurait probablement eu plusieurs centaines de millions de morts, comme le disait Ehrlich, s'il n'y avait eu cet énorme effort couronné de succès. Qu'en conclure ? Qu'on a réussi, par l'innovation technologique et la volonté politique, à faire mentir les prédictions catastrophistes.

Les milieux écologistes soutiennent que cette Révolution verte aurait en fait été destructrice. C'est ce que répond Ehrlich, qui est toujours vivant, à ceux qui lui disent qu'il s'est lourdement trompé : les sols ont été stérilisés, des variétés agricoles fabriquées, manipulées, dont on ne sait pas ce qu'elles vont devenir, bref, soutiennent-ils, on a

soi-disant sauvé la planète durant quelques décennies, pour la mettre dans un péril pire aujourd'hui. Rien de cela n'est prouvé. Les progrès de demain, dans l'agriculture, se trouveront dans les OGM, l'amélioration des produits phytosanitaires naturels ou de synthèse, et dans des techniques d'agriculture qui continueront d'innover et d'améliorer la productivité des exploitations sans dégrader le capital naturel. Les agronomes les plus sérieux affirment que la planète peut parfaitement, avec des surfaces agricoles à peu près stables, nourrir les 10 ou 11 milliards d'habitants qu'on attend pour l'année 2050.

Autre contre-exemple de la prétendue incompatibilité entre croissance et environnement : le fiasco du fameux rapport du Club de Rome de 1972, *Les limites à la croissance*, rédigé par des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Ce rapport concluait à la nécessité d'arrêter la croissance, au risque, sinon, d'un effondrement à l'horizon 2000. Il s'appuyait sur un modèle extrêmement sophistiqué qui « démontrait » que la croissance ne pouvait déboucher que sur l'épuisement des ressources naturelles, des pollutions catastrophiques qui ruinaient la santé de l'humanité, et un manque de terres arables, avec pour conséquences des famines, à la façon dont l'avait prédit Ehrlich.

J'avais été à l'époque, comme tout le monde, très impressionné par ce rapport du Club de Rome. Pourtant, dès sa sortie, des économistes réputés, dont les prix Nobel Hayek et Solow, avaient sévèrement critiqué ce rapport et contesté le modèle et les données qui avaient servi à

faire les calculs. Leur voix était étouffée par le vacarme des catastrophistes. Comme celle de Raymond Aron qui, dans ses mémoires écrit : « *le premier rapport du Club me parut un exemple éclatant de pseudo-science, de millénarisme catastrophique. Sous un habillage de chiffres, à la grande espérance des années 60 répliqua en ces années 70 la grande peur de l'an 2000.* » Aron, une fois encore, voyait juste.

Le rappel des prophéties de ce rapport, cinquante ans après, est cruel : en 1972, le rapport annonçait que les réserves de cuivre seraient épuisées en 36 ans, de plomb en 26 ans, de mercure en 13 ans, de gaz naturel de 36 ans, de pétrole 31 ans, de tungstène en 40 ans, etc. La réalité est qu'il n'y a pas eu d'épuisement des matières premières. Mieux : alors que le PIB mondial en valeur réelle a été multiplié par quatre entre l'année du rapport du Club de Rome et aujourd'hui, non seulement il n'y a pas eu d'épuisement des matières premières, mais la tendance de leur prix en valeur réelle n'a jamais cessé de baisser. C'est ce qui ressort des données de la Banque mondiale : entre 1960 et 2015, sur le long terme, donc, indépendamment des fluctuations conjoncturelles et des secousses politiques, sur 42 matières premières, 19, dont le pétrole après 1979, ont vu leur prix réel baisser en valeur absolue ; les prix réels de 20 autres restaient stables, alors le PIB ne cessait de croître. Enfin, sur ces 42, trois seulement ont vu leur valeur réelle augmenter à un taux supérieur à la croissance du PIB mondial. Autrement dit, les prix réels des matières premières sur le long terme ont tendance à baisser. Cela ne serait pas possible si

nous étions en situation d'épuisement des ressources naturelles.

Comment le MIT a-t-il pu arriver à des conclusions aussi controuvées ?

La première raison tient au néomalthusianisme des auteurs. L'écologisme, à l'époque comme aujourd'hui, est un néomalthusianisme. Or, l'erreur de ce néomalthusianisme, c'est d'extrapoler les phénomènes économiques et sociaux selon une conception à la fois limitiste et fixiste de la planète. Évidemment, la terre et ses ressources sont limitées. Il est aussi vrai que le pétrole est disponible en une quantité donnée ; et pour en reconstituer le stock, il faudrait plusieurs dizaines de millions d'années. C'est une évidence triviale que de rappeler que les ressources naturelles sont limitées. Mais, d'une part, leurs montants sont absolument considérables, et surtout, presque toujours substituables grâce à l'intelligence humaine. Et dans le cas particulier de l'énergie, l'humanité dispose avec le soleil d'une source d'énergie quasiment infinie ; ainsi il est clair qu'on laissera du charbon, du pétrole et du gaz en terre, non pas parce qu'on aura renoncé à la croissance, mais parce que nous exploiterons d'autres sources d'énergies moins polluantes. C'est l'erreur qu'a faite le MIT : associer à une vision limitiste une conception fixiste ; autrement dit, quelles que soient les sophistications de ses modèles et leur fameuses « boucles de rétroactions », leurs projections revenaient en fait à une extrapolation, sans prendre en compte correctement l'innovation et les possibilités de ruptures technologiques.

L'extrapolation, en économie en général et dans ce cas particulier, est une approche qui ne tient pas compte du fait que les sociétés et les écosystèmes ne cessent de se transformer. Rien n'est moins fixe que l'écosystème terrestre, rien n'est moins stable que le climat, rien n'évolue davantage qu'une forêt soi-disant primaire. Or la vision fixiste aboutit à extrapoler, ce qui est sans doute la pire erreur à faire quand on essaie de prévoir une évolution à long terme.

Une autre erreur, beaucoup plus incompréhensible de la part du MIT, a été d'ignorer les mécanismes de marché : si une ressource naturelle vient à manquer, un moyen sera trouvé pour l'extraire ailleurs, lui trouver un substitut, ou s'en passer. Les seules vraies limites à l'exploitation des ressources naturelles sont en fait politiques et sociales.

Enfin, le MIT a manifestement sous-estimé le progrès technique. On doit regretter qu'une institution aussi prestigieuse ne perçoive pas que la croissance n'est pas basée sur les ressources de la planète, mais sur la créativité humaine et que celle-ci est illimitée.

Conséquence de ces trois erreurs : contrairement à ce qui a été annoncé, la croissance, au cours des cinquante années passées, non seulement a permis d'améliorer les conditions générales des pays riches et des pays pauvres, surtout des pays pauvres pour la deuxième partie de la période, mais a également permis une amélioration globale, à quelques exceptions près, dans tel ou tel secteur ou pour tel ou tel bien, de l'environnement. La thèse de

l'incompatibilité de la croissance et de l'environnement est clairement démentie par l'observation du passé.

Il reste une objection, celle de la crise climatique, mère ultra médiatisée de toutes les inquiétudes environnementales. La croissance est-elle responsable de la crise climatique ? Le dérèglement climatique, conséquence du réchauffement climatique, lui-même conséquence pour l'essentiel, selon le GIEC, des émissions anthropique de gaz à effet de serre, elles-mêmes conséquences de l'activité humaine, soulèverait donc la responsabilité directe de la croissance économique passée et présente, et si rien n'est fait, celle de la croissance future.

Je n'évoquerai pas ici la question du consensus autour des conclusions du Giec. Je me contenterai de faire observer que, d'un point de vue épistémologique, quelle qu'en soit la solidité, la cause anthropique du réchauffement reste une conjecture scientifique. Étayée par un faisceau d'éléments convergents, elle est néanmoins impossible à réfuter ou à prouver expérimentalement. L'originalité de la situation est que cette conjecture est devenue un fait politique qui s'est imposé à peu près partout dans le monde. Ce côté conjectural est d'ailleurs parfois implicitement admis par les plus convaincus. Nicholas Stern dans une conférence au Collège de France soulignait que même si on se trompait sur le réchauffement climatique, on n'aura rien perdu, car « *nous aurons découvert de nombreuses technologies, nous aurons un monde plus propre, nous aurons sécurisé nos approvisionnements énergétiques et nous aurons*

protégé nos forêts». La conjecture scientifique du réchauffement dû aux activités de l'homme devient un fait politique dont on estime que, de toute façon, il ne peut conduire qu'à de bonnes choses. Voire.

Face au réchauffement, la position des écologistes est connue : la décroissance. On le voit dans la conclusion de la Convention citoyenne pour le climat, qui énonce que « *nous devons consommer moins, produire moins, donc travailler moins* ». Or, je crois que la pire des choses qui puisse arriver à nos sociétés serait de tomber dans le piège de devoir choisir entre le PIB ou le climat. Ce serait répéter l'erreur où s'enfermait Ehrlich, prisonnier de l'impasse malthusienne d'un choix dramatique entre bien-être et démographie. La voie à suivre est à l'opposé des préconisations de la mouvance écologiste.

Elle est de privilégier les politiques d'adaptation au changement climatique plutôt que les politiques de réductions des émissions. Ces dernières ont la préférence des écologistes car elles impliquent la « frugalité heureuse », le repli des activités humaines, cœur de leur idéologie. La sagesse est d'investir dans les politiques qui protègent des effets du changement et les préviennent.

C'est dire que la réponse est dans les mains des chercheurs et des ingénieurs : c'est la technologie qui viendra au secours du climat pour limiter les émissions sans réduire la croissance potentielle et pour développer les équipements (collectifs et individuels) permettant de s'adapter au changement climatique. Dans le domaine

de l'énergie, cela signifie évidemment la préservation et le développement du nucléaire. Il faut vraiment être très singulièrement orienté pour écarter le nucléaire comme partie à la solution de la question climatique. C'est aussi le stockage de l'électricité, les batteries, l'hydrogène, notamment pour les véhicules. Des progrès importants viendront aussi des aciéries, des cimenteries, et des fonderies d'aluminium et des industries fortement émettrices de gaz à effet de serre. Dans le domaine de l'agriculture, il faudra développer l'emploi de technologies actuellement rejetées pour des raisons idéologiques, comme les OGM et les intrants phytosanitaires. Enfin, le secteur du recyclage – l'économie circulaire – est appelé à connaître d'immenses développements techniques et économiques.

Une réponse complémentaire est celle des économistes : la taxation du CO₂ au premier chef. Mais qui dit taxe carbone dit accord international pour l'imposer, car si une zone géographique adopte une taxe quand l'autre ne le fait pas, les conditions de l'échange deviennent évidemment inacceptables ; sauf à rétablir des protections aux frontières, défi dont je ne sais pas si l'Union européenne, qui l'étudie, serait capable de le relever. En tout état de cause, il faut arriver à ce que les économistes appellent le découplage entre production économique et émission de carbone. Ce processus est à l'œuvre, mais il faudrait aller beaucoup plus loin compte tenu des objectifs particulièrement ambitieux qui ont été fixés par les gouvernements, notamment européens.

A ce sujet, les responsables politiques devraient cesser d'employer à tout bout de champ l'expression – le slogan ? – de l'« urgence climatique » ; car ils savent qu'ils sont incapables d'apporter une réponse politiquement crédible aux objectifs qu'ils se fixent pour 2030 et 2050. Il y a une question climatique, un enjeu climatique ; il est nécessaire d'aller vers la décarbonation de l'économie. Mais les effets de manche des responsables sur le climat sont contreproductifs : ils n'offrent, dans le meilleur des cas, que le choix entre le découragement, l'irritation ou la lassitude.

Je terminerai sur une courte remarque sans avoir le temps de la développer : l'économie de marché, le capitalisme marchand sont des conditions nécessaires, mais non suffisantes, pour relever les défis écologiques. Car les marchés ne peuvent traiter qu'imparfaitement la gestion des externalités écologiques et plus généralement celle des « biens communs ». Les enjeux écologiques exigent un engagement accru de l'État, tant réglementairement que financièrement. Le libéral que je suis ne peut que souhaiter que les interventions publiques altèrent le moins possibles les mécanismes de marché et se gardent d'écarter les entrepreneurs des paris à engager.

Questions dans la salle

Martine Le Bec¹ : *Vous avez soutenu que la démographie n'est pas une réelle menace. Je reste inquiète, je n'ai pas l'impression que les démographes soient très sûrs de ce qu'il se passera après 2050, même si, comme vous l'avez dit, les faits démographiques sont assez inertes. Je veux bien croire que l'on arrivera à trouver des solutions pour les approvisionnements en eau, en énergie, et le recyclage. Mais le principal problème reste la Terre : je ne vois pas comment il sera possible d'assurer l'alimentation de la planète sans des atteintes importantes à la biodiversité. La prochaine menace de l'humanité ne sera pas une guerre mondiale, mais une pandémie : nous avons la chance, avec la Covid, de, malgré tout, ne pas être confrontés à une véritable pandémie meurtrière, mais la crise sanitaire nous alerte sur ce qui pourrait se passer.*

1. Rédactrice en chef du Magazine *H2O*

Bruno Durieux : Je ne partage pas vos inquiétudes. La démographie est une discipline complexe, qui fait entrer en ligne de compte un grand nombre de paramètres, et c'est en même temps un phénomène doté d'une grande inertie. En 1970, des démographes avaient parfaitement vu ce qui allait se passer : non pas ce que Ehrlich et les écologistes avaient annoncé, une explosion due aux naissances, mais une augmentation de la population mondiale en raison de l'allongement de la durée de vie – ce sont les vingt ans d'espérance de vie à la naissance gagnés qui ont créé l'appel d'air, pas les naissances. En 50 ans, elles sont passées de 4,7 enfants par femme en moyenne à 2,5, ce qui est considérable. Dans toute une partie du monde, on est même maintenant à 1,7 ou 1,8, donc dans une phase de baisse nette de la population.

Le seul continent où il reste une démographie active, c'est l'Afrique. Et je ne pense pas que cela durera : le nombre d'enfants par femme est directement corrélé au niveau d'éducation, de revenu, à l'existence de régimes de protection sociale, eux-mêmes liés au niveau de prospérité, à la culture religieuse ou politique ; et il n'y a pas de raison de penser que l'Afrique échappe au mouvement général d'émancipation des femmes. En ce qui concerne les économies développées, mais aussi de nombreux pays émergents dont la Chine, c'est tout vu : on se dirige vers une décroissance de la population, lente mais significative ; elle ne sera que partiellement compensée par les flux migratoires qui soulèveront les difficultés que l'on connaît, mais qui ne sont pas insolubles.

Mon pronostic est que passé le milieu du siècle, la population mondiale décroîtra. Quelqu'un qui voudrait publier un livre à succès dans les années 2040, devrait l'intituler *La Bombe V* – pour vieillesse. Car il faudra alors gérer les bouleversements sociaux, les immenses et lourdes conséquences du vieillissement de la population, en matière de travail, de santé, de retraite, de prise en charge de la dépendance, etc.

Quant à la pandémie elle-même, des penseurs comme Bruno Latour estime que le virus, ce n'est pas la Covid, c'est l'homme. Autrement dit, et ceci rejoint un peu les préoccupations dont vous avez fait état, des hommes trop nombreux et, de plus, pollueurs et prédateurs, ne peuvent que créer des problèmes environnementaux insolubles. Pour ma part, je ne pense pas tomber dans un optimisme béat en rappelant, premièrement, que la pandémie actuelle, malgré sa gravité, est d'une létalité faible, si l'on rapporte le nombre de morts à la population d'aujourd'hui; deuxièmement, que la réponse médicale et biotechnologique a été impressionnante de rapidité.

Ce qui me frappe est l'absence de recul et de perspective sur les sujets environnementaux. Un violent ouragan devient aujourd'hui, *ipso facto*, la preuve indiscutable du dérèglement climatique anthropique ; toute nouvelle pandémie devient aussitôt la preuve des méfaits que l'homme irresponsable inflige à son environnement ! Le climat est à toutes les sauces comme, chez Molière, le poumon du malade imaginaire.

Constant Lecoeur² : *Tout se dit, tout se clame, au sujet de la biodiversité, y compris pour affirmer que finalement la déforestation, avec les chauves-souris, etc. est responsable de la Covid. En France, on ne peut pas dire que la biodiversité se dégrade. Par ailleurs, la forêt française est en croissance, même s'il existe une déforestation importée, par l'intermédiaire du soja au Brésil par exemple, de même qu'il y a une consommation de l'eau importée, pour la fabrication du coton, entre autres. La biodiversité, comme les structures de production, comme la manière dont on travaille, évolue. La biodiversité, ce n'est pas quelque chose de rigide, immobile et qui est complètement dans un musée. Un ancien chercheur, Christian Lévêque, qui a été membre du Conseil scientifique de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, a montré dans un livre récent qu'il n'y a pas haro sur la biodiversité. Celle-ci est en évolution, ce qui est normal, les espèces évoluent. De plus, on ne peut pas dire que la biodiversité, notamment en France, se dégrade. Elle ne se dégrade pas.*

Bruno Durieux : Je suis très largement d'accord avec vous.

Le sujet de la déforestation me permet de souligner un problème que l'on rencontre souvent dans les questions écologiques : la mesure précise des phénomènes. Dans les rapports du WWF par exemple, et pour ne citer qu'eux, on s'arrache les cheveux parce que les sources

2. Secrétaire perpétuel de l'Académie de l'Agriculture.

sont vagues, on ne sait pas d'où sortent les statistiques, on ne sait pas si les séries chronologiques sont homogènes. Cependant, en lisant entre les lignes, il apparaît par exemple que, pour la déforestation, la superficie des forêts en France a doublé en un siècle. En Chine, le couvert forestier a augmenté de 30 % en 25 ans. Il n'y a plus actuellement que trois zones de déforestation : l'Amazonie, l'Indonésie, l'Afrique équatoriale, trois de trop, certes, mais la tendance est au ralentissement.

Sur l'eau, l'ignorance est immense : les opinions sont toutes convaincues qu'on va vers une pénurie mondiale de l'eau, alors que l'eau est une ressource inépuisable et indéfiniment recyclable. La question de l'eau est en fait avant tout une question économique, et donc de revenu, et par conséquent de croissance. Régler la question de l'eau suppose seulement d'avoir les moyens de la transporter, de la stocker, de la purifier, de la distribuer et de l'évacuer. L'eau avant d'être un sujet écologique est d'abord un sujet économique.

Grâce aux ressources financières apportées par la croissance, l'accès à l'eau de la population mondiale s'est généralisé au cours de ces quarante dernières années. Et la menace de la guerre de l'eau, régulièrement brandie par les alarmistes, est en réalité le plus souvent conjurée par des négociations et des arbitrages internationaux. Je me rappelle un texte d'un officier israélien qui montrait qu'Israël n'aurait aucune raison de faire une guerre pour l'eau quand des usines de dessalement coûteraient dix fois moins cher qu'une semaine de conflit armé. Je n'ai donc

pas d'inquiétude concernant l'eau, sauf si nous arrêtons le développement des technologies de dessalement, de traitement de l'eau et d'amélioration de l'irrigation en vue de diminuer les gaspillages.

Concernant la biodiversité, vous avez tout dit. Je suis étonné qu'on parle de la biodiversité comme s'il s'agissait d'un concept évident et qu'on disposait d'un indicateur synthétique : il y a des multitudes de populations animales ou végétales, aux évolutions très diverses selon les régions du monde et les espèces. Par exemple, contrairement à ce qui est dit, la population d'ensemble des ours blancs, s'accroît. Mais sur onze zones de peuplement dans le Grand Nord, il y en a deux dont les populations diminuent, dont une, au Canada, car on a renoncé à interdire la chasse aux autochtones. Les populations de certains insectes et de certaines espèces d'oiseaux régressent tandis que d'autres, baleines, thons rouges, cormorans, phoques, chamois, éléphants etc., autrefois données en voie d'extinction, se développent. Il en va de même pour le monde végétal.

Un rapport de l'IPBS, le GIEC de la biodiversité, a été publié en 2019 ; il a sonné le tocsin sur l'état de la biodiversité dans le monde. Les experts auteurs de ce rapport ont dressé un « tableau des lacunes en matières de connaissances » d'une honnêteté remarquable et d'une longueur significative. La plénière de l'IPBS n'a pas approuvé ce tableau, pourtant important par les informations qu'il fournit sur les incertitudes des données présentées par cet organisme. Elle a refusé de l'intégrer

au résumé pour les décideurs. Tout ce qui peut atténuer ou relativiser l'alarmisme est donc à écarter, y compris dans des rapports officiels portant des labels ONU. Les lanceurs d'alerte comptent désormais plus que l'observation et la connaissance objective des faits !

En matière de biodiversité, il est en fait difficile de porter un jugement global sur la réalité et la gravité du problème. Et je partage votre diagnostic sur le fait qu'en France, mais aussi en Europe ou en Amérique du Nord, pour ne citer que ces grandes régions, la biodiversité ne recule plus et se développe très probablement. En revanche, on constate, et là je repasse du côté économique de l'analyse, que la biodiversité est l'argument par excellence auquel les écologistes politisés recourent pour bloquer les investissements et équipements collectifs : le grand hamster d'Alsace empêche le contournement de Strasbourg, le triton crêté a condamné l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, etc. Je peux citer aussi le cas de Grignan où un modeste parc photovoltaïque de 9 ha se heurte ... aux écologistes ; les bois de Grignan couvrent 2600 ha, pour l'essentiel de maigres chênes verts, excellents comme bois de chauffage ; mais on y a trouvé une vipère aspic gestante, un lézard vert et quelques aristoloches-pistoloches, toutes espèces plus ou moins protégées. Le projet est en panne ; il tombe de plus sous le nouveau mantra de l'interdiction de l'artificialisation des sols ; je précise que le bois de Grignan ne cesse de s'étendre, de plusieurs ha par an, en raison de la déprise agricole.

Anne-Catherine Husson-Traoré³ : *Il faut partir des données scientifiques récentes : les rapports du GIEC; ceux de l'IPBS; l'article paru récemment dans Nature Climate Change qui explique que depuis 2010, l'Amazonie n'est plus « un poumon », au sens où son solde carbone devient négatif, et qui montre aussi l'augmentation de la déforestation en Amazonie brésilienne en 2019, année de l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro.*

Ces sources ne sont pas politiques. Il ne s'agit pas de croire ou ne pas croire en la croissance, la décroissance ou autres. Ce sont des sujets scientifiques. Et, si je puis me permettre, le Club de Rome s'est peut-être fourvoyé il y a quelques années, mais ce n'est pas tout à fait le sujet. Le sujet est plutôt que notre économie mondialisée repose sur un modèle qui n'est pas soutenable. Les émissions de gaz à effet de serre baissent certes en Europe. Mais c'est qu'une grande partie de ce que nous consommons est produite à l'autre bout de la Terre, et en surproduction.

Ce que j'ai par conséquent du mal à comprendre dans votre raisonnement, c'est cette approche très territoriale, très nationale, de problématiques qui sont toutes globales. La question est de savoir si nous serons réellement capables de trouver des solutions en vue de protéger les écosystèmes. Ceux qui tentent de trouver des modèles plus durables s'appuient sur des rapports scientifiques très récents, avec des données très récentes, dont les

3. Directrice générale de Novethic.

modélisations pointent vers une aggravation – la démographie n'étant en effet pas le premier problème.

Bruno Durieux : Je persiste à penser que les problèmes de biodiversité et les moyens à mettre en œuvre pour les traiter sont plutôt locaux ou régionaux que mondiaux. Il en va de même des questions de pollutions de l'air, des sols, de l'eau et de la plupart des enjeux écologiques, à l'exception notable du climat.

J'insiste sur cette différence fondamentale entre les enjeux environnementaux classiques et le cas du climat qui, lui, est par nature global. De là viennent l'extrême particularité et l'extrême complexité de la question climatique. À quoi il faut ajouter deux observations qui ne simplifient rien : le fait que la cause anthropique du réchauffement climatique est une conjecture scientifique étayée, mais impossible à vérifier expérimentalement, ce qui ouvre la porte aux hésitations et aux scepticismes ; et le fait que les politiques climatiques imposent de lourds sacrifices aux populations pour des avantages lointains et diffus, ce qui conduit la plupart des gouvernements à procrastiner, tout en proclamant leurs engagements climatiques.

La dimension mondiale des émissions de gaz à effet de serre fait donc du climat une enjeu évidemment et fondamentalement mondial, qui exige, ou plutôt exigerait car on en est encore loin, une gouvernance mondiale. C'est bien cette problématique mondiale qui justifie l'activité – l'activisme ? – des organismes internationaux multilatéraux ; et qui laisse perplexe sur l'utilité des efforts

déployés, et les sacrifices consentis par quelques États vertueux, dont, pour l'essentiel, l'UE (moins de 10 % des émissions mondiales) et la France (1 % des émissions), quand le reste de la planète poursuit son développement à base d'énergies fossiles pour les pays émergents, ou maintient ses standards de vie, dans le cas américain.

On sait que les accords de Paris ne fixent pas d'objectifs quantifiés et contraignants, pour la raison que les pays pauvres refusent de payer la pollution passée des pays riches, tandis que les pays riches refusent de donner aux premiers ce qu'il faudrait pour leur permettre de sortir du carbone.

En fait, la question climatique pose clairement celle de la croissance économique et de ses modalités. Deux visions s'affrontent sur le changement climatique : celle, classiquement néomalthusienne des écologistes, qui met la priorité sur la diminution des émissions et, de fait, compte tenu de l'ambition des objectifs de réduction compatibles avec les conclusions du GIEC, sur la décroissance ; celle des libéraux et des pragmatiques qui voient dans la croissance le seul moyen de dégager les ressources de R&D et les technologies, qui permettent de découpler la croissance et les émissions de GES et qui financent les investissements d'adaptation aux aléas climatiques.

Je tiens à ajouter que, sur le climat, les positions de l'UE sont consternantes et inadmissibles. Paralysée par la conversion anti-nucléaire de l'Allemagne, de la Belgique

ou de l'Autriche, sous pression d'opinions publiques travaillées au corps par les ONG activistes, fascinée par l'écologisme ambiant, elle pénalise le nucléaire, seule énergie à fournir en continu une production électrique considérable, sûre, peu consommatrice d'espace et n'émettant pas de GES. Je regrette que sur cet enjeu majeur, les autorités françaises ne tapent pas du poing sur la table et ne s'opposent pas frontalement à l'exclusion du nucléaire du bénéfice des obligations vertes ainsi que, il faut le craindre, de la taxonomie des énergies susceptibles de bénéficier des financements européens.

Benoit Bettinelli ⁴ : *Y a-t-il une conscience générale de ce que nous partageons une communauté de destin sur les enjeux climatiques? Prenons l'exemple du nucléaire : en Europe, on voit bien que l'Allemagne et la France n'ont pas les mêmes idées sur le sujet. Je le vois bien quand il s'agit de coopérations internationales : l'environnement est pris comme un prétexte pour entraver le secteur nucléaire. On sait pertinemment que les Allemands ne souhaitent pas tant avoir des informations sur notre environnement que défendre leur opposition au nucléaire chez eux comme chez nous, qui sommes leurs voisins. Comment allons-nous donc réussir à articuler ces enjeux entre pays, de la façon la plus sereine possible?*

4. Chef de la mission Sécurité nucléaire radioprotection au ministère de la Transition écologique.

Bruno Durieux : La situation actuelle du nucléaire en France et en Europe est attristante. Le nucléaire, d'un point de vue technologique, sécurité, production d'énergie et facteur de charge, indépendance nationale, est un succès total. Le nucléaire est, aujourd'hui, l'énergie la plus sûre. Un chercheur américain avait calculé que le nucléaire engendre 5 000 fois moins de morts que le charbon par kilowatt-heure produit. Le nucléaire est l'énergie des temps contemporains, or il est en train de perdre la bataille de l'opinion, jusqu'en France. J'en veux beaucoup à ceux qui ont obtenu la fermeture de Fessenheim et à ceux qui ont cédé aux pressions ; c'est une très mauvaise décision, qu'on paiera cher, pas seulement pour Fessenheim, mais pour le reste de nos équipements, puisque si on ferme Fessenheim, pourquoi ne pas fermer toutes les centrales construites sur le même modèle. Je ne comprends pas non plus pourquoi nos gouvernements ont arrêté le projet Astrid, celui de l'énergie nucléaire de quatrième génération, des réacteurs à neutrons rapides, qui éliminent quasiment la question des déchets. Quatre pays étaient en pointe dans cette technologie, la France, la Chine, la Russie, les États-Unis. Il ne reste donc plus que ces trois derniers. C'est dommage et signe d'un manque de courage politique, que l'on trouve trop souvent en France par les temps qui courent. Nous donnons trop de gage à l'Allemagne. D'ailleurs, il faudra un jour tirer les conséquences du fait que, dans l'Union européenne, sur le sujet majeur de la politique énergétique, les vues et les intérêts des deux grandes économies fondatrices sont opposés à ce point. La compétence de l'Union européenne en matière énergétique a-t-elle encore un sens ? Oublie-t-on

que le traité Euratom oblige l'Union à soutenir le développement de l'énergie nucléaire ? Je ne cache pas que je voterais un projet de révision des Traités privant l'Union de toute compétence sur les questions énergétiques.

Eugenia Pommaret ⁵ : *Je crains que vos propos sur le manque de courage dans le domaine nucléaire ne s'appliquent aussi au manque d'ambition sur le projet agricole européen. Ce manque de courage politique est peut-être lié aussi à la question de l'acceptation par les populations. Or, dans le domaine qui est le mien, celle-ci provient d'une incompréhension de ce à quoi peuvent servir les pesticides : en fin de compte, les gens ne savent plus à quoi ça peut servir, en l'occurrence la santé des plantes, parce qu'ils n'ont pas de contact avec le monde agricole et la production. Un des éléments, je pense, qui nous plombe dans ce débat et qui conduit à ce manque de courage politique, c'est que nous avons perdu le sens de l'innovation, de son utilité. C'est beaucoup plus facile de parler de totems comme le glyphosate, le nucléaire, il est toujours plus facile de manier ces exemples de manière négative que d'expliquer à quoi ils peuvent servir. J'ai encore l'espoir de voir un projet politique qui mettrait ces aspects-là vraiment à leur juste niveau et qui permettrait d'avoir un débat serein avec la société, avec les associations environnementales qui comprendraient que garder l'agriculture en Europe serait appréciable : il n'y a pas*

5. Directrice de l'UIPP, organisation regroupant les entreprises mettant sur le marché français des produits phytosanitaires.

beaucoup de zones de la planète où l'on peut cultiver à l'abri des aléas climatiques et avoir des récoltes chaque année. On peut débattre du modèle, des modèles plutôt, mais ne pas tout délaissier et être dépendant des autres. Donc je voulais avoir votre avis là-dessus : comment retrouver sur ces sujets fondamentaux la confiance et faire revenir le courage politique ?

Bruno Durieux : Votre question me permet de conclure. Oui, il y a une lâcheté concernant les produits phytosanitaires semblable à celle qui affecte le nucléaire. Pire, nous faisons du zèle, ce qui est absolument incompréhensible pour un pays qui a été longtemps la première puissance agricole et agroalimentaire en Europe. Nous reculons dans le domaine agricole, pour des motifs qui n'ont aucune justification rationnelle ou scientifique. Pour ce qui est du glyphosate, il est clairement victime d'une campagne politique qui a réussi à le tuer, de la même façon que, naguère, le Gaucho, qui avait été accusé de tuer les abeilles et retiré du marché, pour être ensuite blanchi par la Cour de cassation ; mais le mal était fait. Il y a clairement un manque de courage des gouvernements quand il s'agit de faire face aux « lanceurs d'alerte » verts et de défendre les positions des scientifiques avec objectivité et raison.

Ma conclusion est que cette lâcheté ne s'explique pas simplement par la lâcheté de nos représentants, car tous ne le sont pas, mais par l'idéologie qui hante ces débats : une contestation, en fait un rejet, de l'économie de marché et de la libre entreprise. La montée de l'idéologie écologiste

coïncide avec le déclin de l'idéologie communiste. On se rappelle qu'après la chute du Mur de Berlin, Francis Fukuyama avait parlé de « fin de l'Histoire » pour illustrer l'avènement d'une société libérale et la victoire des économies de marché ouvertes. Bien que séduit par la thèse de Fukuyama, je n'y ai jamais vraiment cru, parce que je n'imaginai pas que ceux qui, pendant des décennies, avaient combattu les valeurs libérales allaient s'y rallier après l'effondrement du communisme. Selon moi, il y a eu un déversement de l'idéologie communiste vers l'idéologie écologiste. On le voit très bien aux catégories d'arguments développés par les uns et les autres. En réalité, l'écologisme d'aujourd'hui a pris le relais du communisme comme étendard de l'anticapitalisme. Quand on dit ça, tout s'éclaire. Cela permet de comprendre l'ancrage de l'écologisme dans les milieux de gauche ; ancrage du reste paradoxal puisque les partis de gauche ont traditionnellement défendu la croissance pour l'emploi et le pouvoir d'achat et le progrès technique pour alléger la pénibilité des tâches, alors que les écologistes remettent tout cela en cause au nom de la défense de la planète. C'est l'une des explications de la déroute politique et électorale des partis de gauche. L'idéologie écologiste est un anticapitalisme renaissant qui, en prêchant la « frugalité heureuse », ne peut séduire les milieux populaires.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les Publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Pr. François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner

Les Carnets des Dialogues du Matin

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser

-
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
 - L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
 - L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
 - L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
 - L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
 - L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
 - L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
 - L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
 - Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ?
Nicolas Arpagian
 - L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
 - Données personnelles : pour un droit de propriété ?
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
 - Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
 - Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
 - Burn-out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
 - L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.
Jean-Philippe Hubsch
 - L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
 - Le Royaume-Uni après le Brexit
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
 - L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
 - L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
 - L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
 - La transformation numérique de la défense française
Vice-amiral Arnaud Coustillière
 - L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française
Gérard Longuet
 - L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslnai
 - Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
 - L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallentini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux

-
- **Attachement, trauma et résilience** - Boris Cyrulnik
 - **La droite est-elle prête pour 2017 ?** - Alexis Feertchak
 - **Réinventer le travail sans l'emploi** - Ariel Kyrrou
 - **Crise de l'École française** - Jean-Hugues Barthélémy
 - **À propos du revenu universel** - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
 - **Une Assemblée nationale plus représentative** - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
 - **L'avenir de notre modèle social français** - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - **L'avenir des villes** - Thierry Paquot
 - **L'avenir du droit international** - Monique Chemillier-Gendreau
 - **L'avenir de la famille** - Boris Cyrulnik
 - **L'avenir du populisme** - Dominique Reynié
 - **L'avenir de la puissance chinoise** - Jean-Luc Domenach
 - **L'avenir de l'économie sociale** - Jean-Claude Seys
 - **L'avenir de la vie privée dans la société numérique** - Alex Türk
 - **L'avenir de l'hôpital public** - Bernard Granger
 - **L'avenir de la guerre** - Henri Bentegeat & Rony Brauman
 - **L'avenir de la politique industrielle française** - Louis Gallois
 - **L'avenir de la politique énergétique française** - Pierre Papon
 - **L'avenir du pétrole** - Claude Mandil
 - **L'avenir de l'euro et de la BCE** - Henri Guaino & Denis Kessler
 - **L'avenir de la propriété intellectuelle** - Denis Olivennes
 - **L'avenir du travail** - Dominique Méda
 - **L'avenir de l'anti-science** - Alexandre Moatti
 - **L'avenir du logement** - Olivier Mitterand
 - **L'avenir de la mondialisation** - Jean-Pierre Chevènement
 - **L'avenir de la lutte contre la pauvreté** - François Chérèque
 - **L'avenir du climat** - Jean Jouzel
 - **L'avenir de la nouvelle Russie** - Alexandre Adler
 - **L'avenir de la politique** - Alain Juppé
 - **L'avenir des Big-Data** - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
 - **L'avenir de l'organisation des Entreprises** - Guillaume Poitrinal
 - **L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque** - Régis Debray
 - **L'avenir des inégalités** - Hervé Le Bras
 - **L'avenir de la diplomatie** - Pierre Grosser
 - **L'avenir des relations Franco-Russes** - S.E Alexandre Orlov
 - **L'avenir du Parlement** - François Cornut-Gentille
 - **L'avenir du terrorisme** - Alain Bauer
 - **L'avenir du politiquement correct** - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - **L'avenir de la zone euro** - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - **L'avenir du conflit entre chiite et sunnites** - Anne-Clémentine Larroque
 - **L'Iran et son avenir** - S.E Ali Ahani
 - **L'avenir de l'enseignement** - François-Xavier Bellamy
 - **L'avenir du travail à l'âge du numérique** - Bruno Mettling
 - **L'avenir de la géopolitique** - Hubert Védrine
 - **L'avenir des armées françaises** - Vincent Desportes
 - **L'avenir de la paix** - Dominique de Villepin
 - **L'avenir des relations franco-chinoises** - S.E. Zhai Jun

-
- **Le défi de l'islam de France** - Jean-Pierre Chevènement
 - **L'avenir de l'humanitaire** - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - **L'avenir du Grand Paris** - Philippe Yvin
 - **L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins** - Georges Malbrunot
 - **Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?**
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - **L'avenir de la Corée du Nord** - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - **Handicap et République** - Pierre Gallix
 - **Réflexions sur la recherche française...** - Raymond Piccoli
 - **Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?**
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
 - **Le maquis des aides sociales** - Jean-Pierre Gualazzi
 - **Réformer les retraites, c'est transformer la société**
Jacky Bontems & Aude de Castet
 - **Le droit du travail 3.0** - Nicolas Dulac
 - **L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?**
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
 - **Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de longévité ?** - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - **De la nation universelle au territoire-monde** - Marc Soléry
 - **L'intelligence économique** - Colonel (H) Dominique Fonvielle
 - **Pour un Code de l'enfance** - Arnaud de Belenet

Les Entretiens de l'Institut Diderot

- **L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)**
- **Les 18-24 ans et l'avenir de la politique**
- **L'avenir de l'Afrique**

Méfions-nous des prévisions catastrophistes des néo-malthusiens d'aujourd'hui que sont les partisans de la décroissance. Il est clair que « la Terre et ses ressources sont limitées » mais, ajoute Bruno Durieux, « la créativité humaine » ne l'est pas. Pour surmonter les menaces environnementales actuelles ou à venir, nous avons besoin de plus de science et de technique et moins de technophobes partisans du retour en arrière.

Le dérèglement climatique nous pose évidemment de redoutables problèmes qui supposent qu'on se dirige « vers la décarbonation de l'économie ». Elle nécessitera une taxation du CO₂ à l'échelle mondiale mais aussi « la préservation et le développement du nucléaire ». Peut-on, à ces conditions, envisager une croissance continuée, voire indéfinie ? Bruno Durieux le croit et donne des exemples qui semblent le confirmer.

Certains de nos invités, dans le débat qui suit, n'en continuent pas moins de penser que « notre économie mondialisée repose sur un modèle qui n'est pas soutenable ». Rappelons que la raison vaut mieux que la peur et que les sciences, toujours évolutives, valent mieux que les idéologies. Et la démocratie, qui doit perpétuellement inventer son avenir, vaut mieux que la nostalgie de quelque passé que ce soit, aussi naïvement enjolivé qu'il puisse être.

André COMTE-SPONVILLE

Directeur général de l'Institut Diderot

Bruno DURIEUX



Polytechnicien, Inspecteur général des finances, administrateur de l'INSEE, ancien ministre (Santé, 1990-1992 ; Commerce extérieur, 1992-1993), Bruno DURIEUX est Maire de Grignan (Drôme) et l'auteur de *Contre l'écologisme. Pour une croissance au service de l'environnement* (Ed. de Fallois).

